

Genève

Le Courrier
1211 Genève 8
022/ 809 55 66
www.lecourrier.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 7'550
Parution: 5x/semaine



N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 5
Surface: 68'666 mm²

L'exécutif ne veut pas réduire la formation des instituteurs

GENÈVE • Trop théorique et trop long, le cursus des futurs maîtres? Le Conseil d'Etat veut renforcer les stages, mais refuse de le réduire de quatre à trois ans.



Selon le Département de l'instruction publique, une réduction du cursus se répercuterait sur les élèves. JPDS

RACHAD ARMANIOS

Non, la cheffe de l'Instruction publique genevoise (DIP), Anne Emery-Torracinta, n'a pas l'intention de raccourcir la formation initiale des enseignants du primaire. En revanche, elle souhaite renforcer le volet pratique. Elle est soutenue par le

Conseil d'Etat qui a répondu à une motion du PLR Jean Romain, acceptée il y a un peu plus d'un an grâce aux voix de droite et d'extrême droite. Elle demandait que le cursus à l'Institut universitaire de formation

des enseignants (IUFE) passe de quatre à trois ans, comme dans les Hautes Ecoles pédagogiques ailleurs en Suisse.

«Pourquoi une formation plus longue alors que l'école genevoise est mal classée au niveau intercanto-



Genève

Le Courrier
1211 Genève 8
022/ 809 55 66
www.lecourrier.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 7'550
Parution: 5x/semaine

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 5
Surface: 68'666 mm²

nal?» demandaient les motionnaires. Leurs griefs? Une formation trop théorique, une première année de tronc commun avec la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation décalée des réalités du terrain, une entrée trop tardive sur le marché du travail et une durée trop longue aux yeux des étudiants.

Pas d'économies à attendre

Se fondant sur les travaux d'un groupe de travail commun au DIP et à l'IUFE, le Conseil d'Etat affirme que réduire la formation coûterait plus cher, «aussi surprenant que cela puisse paraître». C'est que la majeure partie des cours, dont les futurs enseignants seraient privés, resteraient ouverts aux étudiants des autres filières. Ensuite, il y aurait un report de charge sur le DIP en termes de formation continue. Car en trois ans, fini la polyvalence permettant d'enseigner de la 1P à la 8P. Il faudrait alors, comme dans les autres cantons, que les futurs instituteurs se spécialisent en division élémentaire (1-4P) ou moyenne (5-8P). Et prévoir des compléments de formation pour permettre une mobilité professionnelle. Or, l'Etat employeur tient à former des enseignants immédiatement polyvalents, gage de motivation et d'une gestion RH plus souple. L'université aurait aussi des surcoûts car elle devrait scinder certains cours pour l'une ou l'autre division.

Passer à trois ans permettrait certes d'entrer plus vite sur le marché du travail, mais les étudiants ne for-

mulent pas cette demande, balaie le Conseil d'Etat. Il s'appuie sur la pétition que l'Association des étudiants en formation enseignement primaire avait déposée, munie de 1170 signatures, en faveur du maintien des quatre ans.

Supprimer des stages?

Surtout, cela impliquerait de supprimer trois semaines de stage en responsabilité, soit l'inverse de ce que demande la motion. En effet, le seuil de cours théoriques imposés pour une reconnaissance fédérale des diplômes n'est pas incompressible. En outre, toujours pour respecter les normes fédérales, impossible de simplement biffer le tronc commun de première année. Il s'agirait alors de réduire de moitié les contenus des cours théoriques de première et de dernière année. Avec des conséquences que le Conseil d'Etat veut éviter, puisque les futurs enseignants seraient moins formés notamment aux problématiques liées à la diversité sociale et scolaire, aux élèves en difficulté et à l'intégration des élèves à besoin spéciaux. Et ce alors que les défis en la matière vont se complexifier.

«Penser que l'on peut former mieux avec 25% de formation en moins relève de la gageure», lit-on dans la réponse. Or cette péjoration se répercutera sur les élèves. Quant au mauvais classement de Genève aux enquêtes PISA, l'exécutif relativise: si l'on tient compte de l'âge, du pays d'origine et du statut écono-

mique des élèves, l'école genevoise se situe dans un niveau médian.

Renforcer la pratique

M^{me} Emery-Torracinta tend toutefois la main aux motionnaires, en souhaitant renforcer le volet pratique, qualifié de «complexe», «peu lisible» et «morcelé». Ainsi, les stages en établissement interviendront dès la première année et le premier seul face à une classe sera anticipé. Pour renforcer l'ancrage local et un contact continu avec les élèves, le stage de première année aura lieu dans une même école. L'aspect pratique s'étoffe par l'obligation de participer à un ou deux camps et à assurer un ou deux groupes de devoirs surveillés. Une façon, au passage, de répondre à la difficulté de trouver des volontaires pour ces tâches. Enfin, en amont ou durant les études, un séjour d'au moins quatre semaines dans une autre région linguistique sera exigé. A noter que, mathématiquement, le volet théorique sera réduit, mais «en maintenant les exigences au niveau des acquis fondamentaux». Les coûts supplémentaires engendrés par le renforcement des stages seront compensés par des effectifs plus nombreux dans les séminaires.

Pour mettre en place sa solution, le DIP devra avoir l'aval du Grand Conseil. Entrera-t-il en matière ou la majorité imposera-t-elle une formation réduite via, cette fois, un projet de loi?!